

Département du Gers

Commune de ***MONFERRAN-SAVES***

## Révision du **P**lan **L**ocal d'**U**rbanisme

PLU arrêté le : 6 décembre 2016

Enquête publique : du 11 septembre 2017 au 16 octobre 2017

PLU approuvé le : 19 décembre 2017

# **421- Servitudes d'Utilité Publique - recueil**

**AC2 – Protection des sites et monuments naturels**

Articles R425-17, R425-18, R425-30 du Code de l'Urbanisme

INSCRIT : Pigeonnier Louis XV et ses abords

13/09/1943

Service : DRAC

**I3 – Canalisations de distribution et de transport de gaz**

Servitudes non aedificandi et non plantandi 4 à 10 m. Déclarations préalables à proximité.

Canalisation DN 800 MONFERRAN-SAVES – LIAS 25/08/1992

Canalisation DN 500 LUSSAN – MONFERRAN-SAVES 25/08/1992

Canalisation DN 500 MONFERRAN-SAVES – LIAS 25/08/1992

Canalisation DN 400 LUSSAN – MONFERRAN-SAVES 25/08/1992

Canalisation DN 400 MONFERRAN-SAVES – LIAS 25/08/1992

Canalisation DN 350 LIAS – LEVIGNAC 25/08/1992

Canalisation DN 800 LUSSAN – MONFERRAN-SAVES 25/08/1992

Service : TIGF (voir pièces complémentaires en fin du présent document)

**I4 – Réseau électrique**

Ligne 1T 63 kV

GIMONT – ISLE-JOURDAIN

Ligne 1T 225 kV

JALIS – LESQUIVE.1

Service : RTE – Groupe exploitation

**PM1 r – Plan de prévention des risques de retrait gonflement des argiles**

Prescriptions et interdictions figurent dans l'acte de servitude.

28/02/2014

Service : DDT 32

**PM1 i – Plan de prévention des risques d'inondation**

Prescriptions et interdictions figurent dans l'acte de servitude.

PPRI de Monferran-Savès

06/11/2015

Service : DDT 32

**SUP1, SUP2, SUP3 – Servitudes d'utilité publique « d'effets » à proximité de la canalisation de transport de gaz naturel en DN800 entre Lussan et Lias**

Prescriptions figurent dans l'arrêté préfectoral joint ci-après. 02/10/2017

**T1 – Voies ferrées**

Servitude non aedificandi et non plantandi

Voie ferrée

Service : SNCF

**T7 – Protection aéronautique hors dégagement**

Autorisation pour hauteur supérieure à 50m (100 m en agglomération).

Service : DGAC

<p align="center"><b>PLAN LOCAL D'URBANISME</b> Commune de MONFERRAN-SAVES - 32 Servitudes I3</p>
<p align="center"><b>RESEAU DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL TIGF</b> CONTRAINTES D'URBANISME</p>

**1. Dénomination des ouvrages TIGF traversant la commune**

La commune est traversée par les ouvrages suivants :

**Tableau 1 : Ouvrages TIGF**

Nom de la canalisation	Pression Maximale de Service (Bar)	Diamètre (mm)	Traverse/ Impacte	Longueur sur la commune (km)	Référence Arrêté d'Autorisation
CANALISATION DN 400 LUSSAN-MONFERRAN SAVES	66,2	400	Traverse	0,53	AM 4 juin 2004 NOR : INDI0402949A <sup>(1)</sup> ou INDI0402950A <sup>(2)</sup>
CANALISATION DN 400 MONFERRAN SAVES-LIAS	66,2	400	Traverse	0,70	AM 4 juin 2004 NOR : INDI0402949A <sup>(1)</sup> ou INDI0402950A <sup>(2)</sup>
CANALISATION DN 500 LUSSAN-MONFERRAN SAVES	66,2	500	Traverse	0,52	AM 4 juin 2004 NOR : INDI0402949A <sup>(1)</sup> ou INDI0402950A <sup>(2)</sup>
CANALISATION DN 500 MONFERRAN SAVES-LIAS	66,2	500	Traverse	0,52	AM 4 juin 2004 NOR : INDI0402949A <sup>(1)</sup> ou INDI0402950A <sup>(2)</sup>
CANALISATION DN 800 LUSSAN-MONFERRAN SAVES	66,2	800	Traverse	0,48	AM 4 juin 2004 NOR : INDI0402949A <sup>(1)</sup> ou INDI0402950A <sup>(2)</sup>
CANALISATION DN 800 MONFERRAN SAVES-LIAS	66,2	800	Traverse	0,52	AM 4 juin 2004 NOR : INDI0402949A <sup>(1)</sup> ou INDI0402950A <sup>(2)</sup>

(1) Arrêté du 4 juin 2004, portant autorisation conjointe de transport de gaz naturel pour l'exploitation par les sociétés Total Transport Gaz France et Gaz du Sud-Ouest des ouvrages dont la propriété a été transférée à la société Elf-Aquitaine de Réseau, accordé par le Ministre délégué à l'Industrie et publié au Journal Officiel le 11 juin 2004.

(2) Arrêté du 4 juin 2004, portant autorisation de transport de gaz pour l'exploitation des ouvrages dont la propriété a été transférée à la société Gaz du Sud-Ouest, accordé par le Ministre délégué à l'Industrie et publié au Journal Officiel le 11 juin 2004.

Dénomination sociale : Transport et Infrastructures Gaz France  
Adresse postale siège social : 40, avenue de l'Europe - CS 20522 - 64010 PAU CEDEX  
Tél. : +33 (0)5 59 13 34 00 - Fax : +33 (0)5 59 13 35 60 - [www.tigf.fr](http://www.tigf.fr)

**TIGF**

S.A. au capital de 17 570 088 euros  
RCS Pau 095 580 841 / N° de TVA FR 59065550941

## 2. Références aux principaux textes officiels

- Code de l'énergie
- Code de l'environnement
  - Partie législative : Articles L555-16 et Articles L 555-25 à L555-30
  - Partie réglementaire : Chapitre V du titre V du livre V
- Code de l'urbanisme
  - Partie Législative : Articles L. 121-1, L. 121-2, L. 122-1 et L. 123-1
  - Partie Réglementaire : Articles R126-1 et R 431-16
- Arrêté Ministériel du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

## 3. Servitude non aedificandi

Cette servitude correspond à une bande de libre passage permettant l'accès aux agents de TIGF pour l'entretien, la surveillance et la maintenance des canalisations et de leur environnement.

A l'intérieur de cette bande, les propriétaires des parcelles concernées se sont engagés par convention à ne pas procéder, sauf accord préalable de TIGF, à des constructions, à la plantation d'arbres ou arbustes, à l'édification de clôtures avec des fondations ou à des stockages même temporaires.

Tableau 2 : Largeur des bandes de servitude non aedificandi

Nom de la canalisation	Largeur de la bande de servitude non aedificandi (m)
CANALISATION DN 400 LUSSAN-MONFERRAN SAVES	4 à 6 m
CANALISATION DN 400 MONFERRAN SAVES-LIAS	
CANALISATION DN 500 LUSSAN-MONFERRAN SAVES	
CANALISATION DN 500 MONFERRAN SAVES-LIAS	
CANALISATION DN 800 LUSSAN-MONFERRAN SAVES	10 m
CANALISATION DN 800 MONFERRAN SAVES-LIAS	



4. Servitudes d'Utilité Publique (SUP)

Les ouvrages TIGF sont soumis à l'arrêté du 5 mars 2014, portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques. Les restrictions d'urbanisme présentées dans le tableau ci-dessous sont à prendre en compte, conformément aux Codes de l'Urbanisme (Articles R126-1 et R431-16) et de l'Environnement (R555-30 et R555-46):

Tableau 3 : Contraintes d'urbanisme associées aux SUP

Nom de la canalisation	Servitudes d'Utilité publiques (Rayon du Cercle glissant centré sur la canalisation en m)	
	Contraintes associées	
	SUP 1	SUP 2-3
	Effets Létaux du phénomène dangereux majorant	Effets Létaux du phénomène dangereux réduit
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Permis de construire pour tout projet d'extension d'ERP&gt;100 pers, d'ERP<sup>1</sup> neuf &gt; 100pers ou d'IGH<sup>2</sup> subordonnés à la réalisation d'une Analyse de compatibilité par le porteur de projet approuvée par TIGF</li> <li>Pas d'Installation Nucleaire de Base</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'ERP neuf &gt;100 pers</li> <li>Pas d'IGH ni d'installation nucléaire de base</li> <li>Permis de construire pour extension d'un ERP existant&gt;100 pers subordonné à :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>la réalisation d'une Analyse de compatibilité par le porteur de projet approuvée par TIGF</li> <li>une étude de résistance du bâti.</li> </ul> </li> </ul>
CANALISATION DN 400 LUSSAN-MONFERRAN SAVES	145 m	5 m
CANALISATION DN 400 MONFERRAN SAVES-LIAS	145 m	5 m
CANALISATION DN 500 LUSSAN-MONFERRAN SAVES	195 m	5 m
CANALISATION DN 500 MONFERRAN SAVES-LIAS	195 m	5 m
CANALISATION DN 800 LUSSAN-MONFERRAN SAVES	355 m	5 m
CANALISATION DN 800 MONFERRAN SAVES-LIAS	355 m	5 m

NOTA : pour le gaz naturel les servitudes SUP 2 et SUP 3 sont confondues.

Dès lors qu'un projet d'urbanisme (CU, PC... pour un ERP, IGH, Habitations individuelles ou collectives, projet industriel...) se situe dans la zone SUP 1, TIGF demande à être consulté le plus en amont possible afin d'anticiper la prise en compte de l'évolution de l'environnement de ses canalisations. Le maire est tenu d'informer TIGF de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme délivré dans la zone SUP 1 (Art. R555-46 du code de l'environnement).

Le maire ne peut autoriser l'ouverture d'un établissement recevant du public de plus de 100 personnes ou l'occupation d'un IGH qu'après réception d'un certificat de vérification fourni par TIGF (certif. n°15017\*01) attestant de la mise en œuvre effective des mesures compensatoires préconisées par l'analyse de compatibilité (en application des articles R123-46 et R122-22 du code de la construction et de l'habitation et conformément à l'article R555-31 - IV du Code de l'Environnement).

<sup>1</sup> ERP : Etablissement Recevant du Public

<sup>2</sup> IGH : Immeuble de Grande Hauteur

#### 5. Travaux à proximité du réseau TIGF

En ce qui concerne plus particulièrement les travaux à proximité des canalisations de transport de gaz naturel (terrassements, fouilles, forages, enfoncements etc..) leur exécution ne peut être effectuée que conformément aux dispositions de la législation en vigueur :

- Articles R. 554-1 à R. 554-38 du code de l'environnement relatifs au guichet unique et à l'exécution de travaux à proximité des réseaux.
- Arrêté Ministériel du 15 février 2012 et Décret du 17 juin 2014 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement.
- Tout responsable de projet ou entrepreneur envisageant des travaux doit consulter préalablement le **télé service** [www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr) et déposer si nécessaire les DT et DICT auprès de TIGF.



Commune : **MONFERRAN-SAVES**

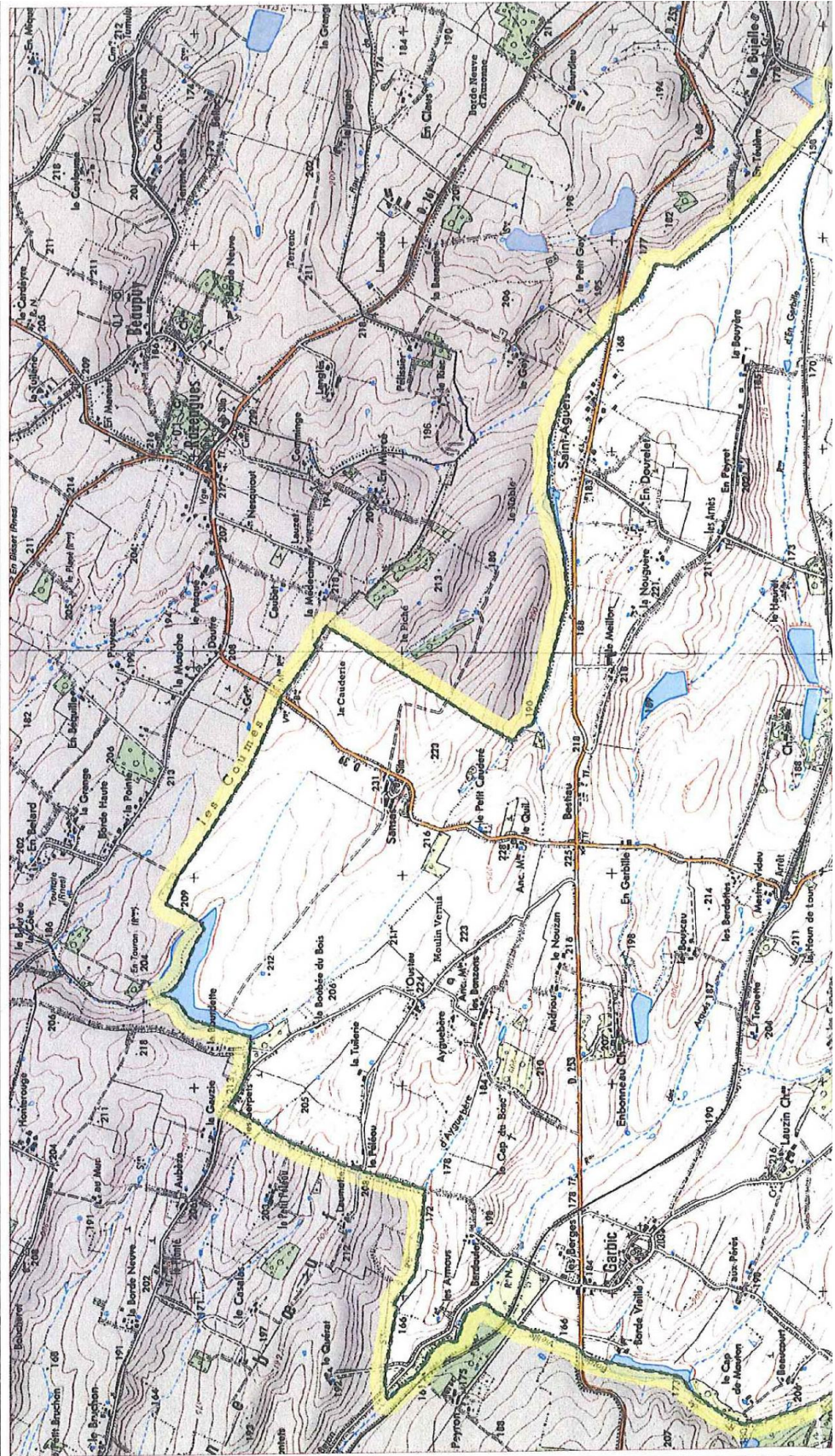
N° INSEE: **32268**

Folio : **1/1**

## PLAN DE SITUATION DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL AVEC BANDES DE SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE

**TIGF**

ECHELLE : 1/25000







Préfecture  
Secrétariat Général  
Direction des libertés publiques et  
des collectivités locales  
Bureau du droit de l'environnement

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°32-2017-10-02-004**  
**instituant des servitudes d'utilité publique « d'effets » prévues aux articles L555-16 et R555-30b) du**  
**code de l'environnement à proximité de la canalisation de transport de gaz naturel en DN 800 entre**  
**Lussan et Lias (Gers) de la société TIGF pour le département du Gers (32)**

**Le Préfet du Gers,**  
**Chevalier de la Légion d'honneur,**

**Vu** le code de l'environnement, parties législatives et réglementaires des :

- livre I, titre II chapitres II et III, relatifs à l'information des citoyens ;
- livre II, titre I chapitres I, II, III et IV, relatifs aux milieux physiques ;
- livre V, titre V chapitre V, relatifs aux canalisations de transport de gaz et notamment ses articles , L122-1 et suivants, L123-1 et suivants, L123-3 et suivants, L123-17, L126-1, L555-1 et suivants, L555-16, L555-25 et suivants, R122-1 et suivants, R123-1, R123-2 et suivants, R555-3 et suivants, R555-17 et suivants, R555-30 et suivants ;

**Vu** le code de l'urbanisme ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation ;

**Vu** le code de l'énergie ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 modifiée, relative à la démocratie de proximité ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2012-615 du 2 mai 2012 relatif à la sécurité, l'autorisation et la déclaration d'utilité publique des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en particulier son titre II « dispositions spécifiques aux canalisations de transport de gaz relevant du service public de l'énergie » ;

**Vu** le décret du 10 juin 2015 nommant M. Pierre ORY en qualité de préfet du Gers ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques et abrogeant, au 1<sup>er</sup> juillet 2014, l'arrêté du 4 août 2006 modifié, portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques ;

Vu la décision ministérielle du 24 juillet 1997 portant approbation des projets de travaux à effectuer par la société Gaz du Sud-Ouest en vue de l'établissement, sur le territoire du département du Gers, de la canalisation de Lussan-Lias, constituée de tubes d'acier de diamètre 800 mm sur une longueur totale de 30,5 km environ (demande d'avenant n°4 à la concession de transport de gaz n°7) ;

Vu l'arrêté du 04 juin 2004 portant autorisation de transport de gaz naturel pour l'exploitation des ouvrages dont la propriété a été transférée à la société Gaz du Sud-Ouest ;

Vu la demande et le dossier, du 14 avril 2016 et complété le 27 juin 2016, présentée par la société Transport Infrastructures Gaz France (TIGF) dont le siège social est situé à l'espace Volta, 40, avenue de l'Europe, 64010 Pau Cedex, à la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, à l'effet d'obtenir l'autorisation ministérielle de construire et d'exploiter une canalisation de transport de gaz naturel portant sur l'augmentation de la Pression Maximale de Service (PMS) de la canalisation DN800 Lussan-Lias dans le département du Gers ;

Vu les avis et observations formulées dans le cadre de la consultation administrative, à laquelle il a été procédé dans le cadre de l'instruction administrative réglementaire et les réponses apportées par TIGF ;

Vu l'avis du 9 novembre 2016 de l'autorité environnementale ;

Vu l'enquête publique préfectorale sur la demande d'autorisation de construire et d'exploiter une canalisation de transport de gaz naturel portant sur l'augmentation de la pression maximale de service (PMS) de la canalisation DN800 Lussan-Lias dans le département du Gers au bénéfice de TIGF qui s'est déroulée du jeudi 16 février 2017 au lundi 20 mars 2017 inclus ;

Vu le rapport d'enquête publique prononçant un avis favorable, en date du 6 avril 2017, à la délivrance de l'autorisation ministérielle de construire et d'exploiter une canalisation de transport de gaz naturel portant sur l'augmentation de PMS de 66,2 bar à 80 bar d'une canalisation DN800 entre Lussan et Lias ;

Vu le rapport et les propositions de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, en date du 29 juin 2017 ;

Vu l'avis émis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques CODERST du département du Gers en vue de la mise en place des Servitudes d'Utilité Publique conformément à l'article R 555-30 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 26 novembre 1997 déclarant d'utilité publique les travaux à exécuter pour la construction d'une canalisation de transport de gaz ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 septembre 2017 autorisant la société TIGF à construire et exploiter une canalisation de transport de gaz naturel portant sur l'augmentation de la Pression Maximale de Service (PMS) à 80 bar de la canalisation DN800 Lussan-Lias dans le département du Gers ;

**Considérant** que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent,

**Considérant** qu'en application de l'article L555-1 du code de l'environnement, la construction et l'exploitation de la canalisation de transport de gaz naturel portant sur l'augmentation de la Pression Maximale de Service (PMS) à 80 bar de la canalisation DN800 Lussan-Lias dans le département du Gers, a été autorisée ;

**Considérant** que la canalisation de transport de gaz naturel en DN800 Lussan-Lias est susceptible de créer des risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

**Considérant** que selon l'article L555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent, sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Gers ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

En application des articles L555-16 et R555-30b) du code de l'environnement, sont instituées les Servitudes d'Utilité Publique « d'effets », (SUP n°1 n°2 et n°3 définies aux articles 2 et 3 du présent arrêté), dans les zones d'effets, avec la SUP n°1 représentée sur les cartes de tracé au 1/25 000 figurant à l'annexe 2 du présent arrêté, susceptibles d'être créées en cas d'accident sur la canalisation de transport de gaz DN800 Lussan Lias, construite et exploitée par la société TIGF.

Les 15 communes concernées sont listées en annexe 1, soit :

- 13 communes traversées et concernées par les Servitudes d'Utilité Publique « d'effets » ;
- 2 communes, situées hors tracé, concernées par les Servitudes d'Utilité Publique « d'effets ».

Les valeurs des distances SUP figurant dans le tableau ci-dessous font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées et de leurs installations annexes.

### **Article 2 :**

En application de l'article L555-1 du code de l'environnement, les zones, à l'intérieur desquelles les Servitudes d'Utilité Publique « d'effets » sont instituées, sont déterminées par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

Conformément à l'article R555-30b) du code de l'environnement, les distances des Servitudes d'Utilité Publique « d'effets » (SUP n°1 n°2 n°3) sont définies dans le tableau suivant :



Désignation des Canalisations de transport	SUP n°1	SUP n°2	SUP n°3
	Zone des effets <u>létaux</u> (PEL) du phénomène dangereux de référence <u>majorant</u>	Zone des effets <u>létaux</u> (PEL) du phénomène dangereux de référence <u>réduit</u>	Zone des effets <u>létaux</u> significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence <u>réduit</u>
Canalisation enterrée de DN 800	390 m de part et d'autre de la canalisation à partir de l'axe de la canalisation (rupture totale sans fuite des personnes)	5m de part et d'autre de la canalisation, à partir de l'axe de la canalisation (brèche 12mm avec jet vertical et tenant compte de la mobilité des personnes)	5m de part et d'autre de la canalisation, à partir de l'axe de la canalisation (brèche 12mm avec jet vertical et tenant compte de la mobilité des personnes)
Installations annexes : Postes de sectionnement Lussan, Monferran-Savès, Lias	40m à partir de la clôture des installations annexes (l'article 11 de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié précise que cette distance ne peut pas être inférieure à celle des effets du tronçon de canalisation enterré adjacent) <u>il est retenu 390 m de distance SUP n°1 car elle est majorante</u>	7 m à partir de la clôture des installations annexes (brèche 5mm avec jet horizontal et tenant compte de la mobilité des personnes)	7 m à partir de la clôture des installations annexes (brèche 5mm avec jet horizontal et tenant compte de la mobilité des personnes)

### Article 3 :

Conformément à l'article R555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

**Servitude SUP1**, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

**Servitude SUP2**, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

**Servitude SUP3**, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

#### Article 4 :

Conformément à l'article R555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

#### Article 5 :

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L151-43, L153-60, L161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

#### Article 6 :

En application du R555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la Préfecture du Gers et adressé au maire des communes concernées.

#### Article 7 :

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau (50 cours Lyautey 64010 PAU) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.


#### Article 8 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Gers, les présidents des établissements publics compétents ou les Maires des 15 communes concernées (annexe 1), le Directeur Départemental des Territoires du Gers, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au Directeur Général de TIGF.

Fait à Auch, le 2 OCT. 2017

Le préfet

Pierre ORY



(annexe 1) : Liste des communes concernées

(annexe 2) : Cartes des distances des servitudes d'utilité publique. Elles peuvent être consultées dans les services de la Préfecture du Gers, et de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Occitanie, ainsi que dans l'établissement public compétent ou la mairie des communes concernées.

## Annexe 1

de l'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL instituant des servitudes d'utilité publique « d'effets » prévues aux articles L555-16 et R555-30b) du code de l'environnement à proximité de la canalisation de transport de gaz naturel en DN 800 entre Lussan et Lias (Gers) de la société TIGF pour le département du Gers (32).

### Liste des communes

Vu pour être annexé à mon arrêté de ce jour,  
AUCH, le 2 OCT. 2017



Le préfet

Pierre ORY



## Liste des communes

Lussan	Commune traversée
L'Isle-Arné	Commune traversée
Saint-Caprais	Commune traversée
Juilles	Commune traversée
Montiron	Commune traversée
Gimont	Commune traversée
Maurens	Commune traversée
Frégouville	Commune traversée
Montferran-Savès	Commune traversée
Marestaing	Commune traversée
L'Isle-Jourdain	Commune traversée
Lias	Commune traversée
Auradé	Commune traversée
Giscaro	Communes impactées mais non traversées par l'ouvrage
Pujaudran	Communes impactées mais non traversées par l'ouvrage

## Annexe 2

de l'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL instituant des servitudes d'utilité publique « d'effets » prévues aux articles L555-16 et R555-30b) du code de l'environnement à proximité de la canalisation de transport de gaz naturel en DN 800 entre Lussan et Lias (Gers) de la société TIGF pour le département du Gers (32).

**Cartes des distances des Servitudes d'Utilité Publique de la canalisation de transport et de ses installations citées à l'article 2 du présent arrêté.**

Vu pour être annexé à mon arrêté de ce jour,  
AUCH, le

2 OCT. 2017



Le Préfet

Pierre ORY

